

Engagement de l'Église de la RDC pour la paix et la démocratie.

Introduction.

La Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) est depuis la fin de 2016 en première ligne dans l'engagement du peuple congolais pour la paix et la démocratie. Même si son rôle dans ce domaine est connu depuis des décennies¹, l'engagement actuel et principalement la médiation politique est une innovation.

1. Contexte

Le 19 décembre 2016, devait être la fin du régime du président Joseph Kabila à la tête de la RDC. Il venait d'achever ses deux mandats de 5 ans chacun après avoir été au pouvoir depuis janvier 2001.

L'année 2016 était supposée être l'année électorale qui devait consacrer l'alternance au pouvoir. Mais déjà depuis début 2010 le régime avait commencé à montrer des signes qu'il ne voulait pas quitter le pouvoir². Une des raisons pour ne pas organiser les élections était le fait que Kinshasa cherchait encore le moyen de changer la constitution pour l'ouvrir à un mandat présidentiel illimité³. Toutes les tentatives dans ce sens ont provoqué des manifestations de rue et fait reculer le projet.

A la veille donc de la fin du mandat, deux options étaient en compétition dans l'opinion publique. Une première voulait forcer le régime à quitter le pouvoir par la force. La deuxième voulait que l'on négocie la sortie de la crise. La CENCO choisira cette dernière⁴.

Sollicitée pour recréer « l'exclusivité et l'unanimité », la CENCO acceptera de rendre ce service à la nation. Elle initiera le 06 décembre 2016 le dialogue entre le pouvoir, l'opposition et la société civile.

2. Objet du dialogue.

L'objet des négociations était d'aider à élargir le consensus sur la manière de gérer la transition.

Pour ce faire au début du dialogue trois commissions avaient été constituées :

¹ Lire Note de l'IFRI de Laurent Larcher, l'Église de la RD Congo face au pouvoir, mai 2018.

² La modification, par révision constitutionnelle, des modalités de l'élection présidentielle en 2011 : de 2 tours à 1 tour ; manifestations réprimées dans le sang en 2015 suite à la protestation contre une tentative de changement de la constitution.

³ Comme l'on fait ses voisins, le Burundi, le Congo-Brazza, le Rwanda et l'Ouganda.

⁴ Elle sera fortement critiquée. Le Pouvoir s'était préparé à une forte violence et les Evêques avaient peur que cela ne neutralise pour longtemps les revendications démocratiques.

- La commission gouvernance des institutions politiques,
- La commission du processus électoral et
- La commission de la décrispation politique.

Les discussions dans les commissions devaient être centrées sur un certain nombre de points:

- Forger une même compréhension du respect de la Constitution⁵ et de ses implications en rapport avec la crise en cours.
- S'entendre sur les étapes du processus électoral à faire⁶.
- Trouver un accord sur le fonctionnement des institutions pendant la période de la transition⁷ ;
- Prendre des mesures de décrispation politique ; et
- Mettre en place le mécanisme de suivi de l'Accord politique ;

Le premier défi était de conclure un accord politique de gestion de la transition et commencer l'année 2017 en paix. La CENCO comme les négociateurs étaient sous la pression de la rue. Si un accord balisant la transition n'était pas conclu au 31 décembre 2016, les mandats électoraux de toutes les institutions élues étant à leur terme, le pays allait basculer dans un vide juridique⁸.

3. Accord inclusif du centre interdiocésain.

Malgré la résistance des acteurs en présence, les Evêques parviendront « *in extremis* » dans la nuit du 31 décembre 2016 à arracher la signature de l'Accord. Celui-ci organisait une transition d'une année avec un gouvernement de transition qui devait être animé par l'opposition. Les négociations avaient aussi tracé les balises à la commission électorale pour l'organisation des élections avant fin 2017. Pour ce qui de la Commission décrispation politique, les parties se sont accordées, afin de recréer un climat de confiance mutuelle et de décriper la vie politique, sur la prise d'un certain nombre de mesures urgentes dont la libération des prisonniers politiques, la fin de l'exil forcé de leaders politiques et d'opinion, la libération des médias et la cessation du harcèlement de toute sorte⁹.

L'accord du 31 décembre 2016, fut le cadeau de fin d'année de l'Eglise à toute la nation. La situation s'était détendue. Les négociations furent suspendues avec la promesse de les recommencer au début de l'année pour finaliser le document intitulé « arrangements

⁵ La Majorité faisait la promotion d'une interprétation de la constitution qui permettait le changement même des articles verrouillés.

⁶ Séquences, calendrier, financement des élections, et surtout l'indépendance de la commission électorale (CENI).

⁷ Le temps de la transition et le partage des postes de responsabilité politique.

⁸ Le vide juridique pourrait justifier un coup de force et faire dérailler le processus de démocratisation.

⁹ Manipulation de la justice, menace physique etc.

particuliers »¹⁰. Ce document devait concrétiser l'accord signé en finalisant la répartition des postes dans le gouvernement et les autres institutions de la transition.

Le régime en place profitera de la mort le 1 février 2017 d'Etienne Thisekedi, le leader de l'opposition, pour mettre en cause l'architecture de la transition et même travestir la lettre et l'esprit de l'Accord du centre interdiocésain.

Toute l'année serait une année difficile pour la CENCO. Elle fit tout son possible pour ramener la majorité au pouvoir et le président Kabila à la raison. Mais manifestement le rapport de force pour la mobilisation de la rue ayant changé, le pouvoir avait décidé de faire un passage en force.

Au bout de leurs forces les évêques jetteront l'éponge. Le 23 juin 2017 ils publieront le message intitulé : « **Le Pays va très mal. Debout, Congolais ! Décembre 2017 approche** » pour en appeler à la responsabilité de chacun. Dans ce texte les évêques en appellent à la responsabilité du peuple pour sauver la démocratie. Cet appel à la résistance répond sans faux fuyant à deux questions : « D'où vient la crise et que faire face à la crise ».

4. D'où vient la crise.

La réponse des évêques est sans ambiguïté : la crise vient du refus du pouvoir d'organiser les élections.

« La situation misérable dans laquelle nous vivons aujourd'hui est ...due principalement à la non-organisation des élections conformément à la Constitution de notre pays.

Ce refus continue alors que « *L'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 contient des pistes de solutions à la sortie pacifique de cette crise* ».

Le pouvoir manque donc « *de volonté politique* pour mettre en œuvre l'Accord. « *Les acteurs politiques multiplient des stratégies pour le vider de son contenu, hypothéquant ainsi la tenue d'élections libres, démocratiques et apaisées ...* ». L'Arrangement particulier qui devait être finalisé pour la mise en œuvre de cet Accord a été vidé de sa substance.

La CENCO prendra alors à témoin l'opinion : « *Par nos prises de position, nous n'avons cessé de rappeler à la classe politique congolaise de prendre en compte les vraies aspirations de la population. Vous en êtes témoins. Malheureusement, nous ne sommes pas souvent écoutés* ».

¹⁰ Document chargé de mettre en pratique l'accord par le partage entre autres des postes ministériels.

Et même si les évêques ne sont pas écoutés, ils décident ne pas baisser les bras. « *Pour la cause de notre pays et l'avenir de notre peuple, nous ne nous tairons point (cf. Is 62,1) et nous ne baisserons pas les bras* ». L'épiscopat oriente alors les chrétiens sur les actions à mener.

5. Que devons-nous faire ?

Comme le pays va mal et que qu'il y a péril pour l'avenir la CENCO demande une mobilisation générale¹¹. « **Mettons-nous debout, dressons nos fronts** », pour nous impliquer et prendre notre destin en main. La pire des choses, c'est le découragement, avoir peur, céder au fatalisme. **Car ce qui se passe est inacceptable.**

« Une minorité de concitoyens a décidé de prendre en otage la vie des millions de Congolais. C'est inacceptable ! Nous devons prendre en main notre destin commun. C'est le moment historique d'être « des 'ambassadeurs du Christ' (2 Co 5,20) dans l'espace public, au cœur du monde ».

Et comme l'a recommandé « *Africae Munus* »¹², les chrétiens doivent assumer et être présents de manière courageuse en politique.

6. Campagne de diabolisation et de répression

Depuis le début de l'année 2017, le pays fera face à des violations massives des droits de l'homme y compris la répression brutale des marches pacifiques, assassinats et exécution extra judiciaire. En effet depuis l'appel des évêques à la résistance non violente et pacifique, le pouvoir a lancé une campagne de diabolisation des prêtres et évêques à travers les medias d'Etat qu'il contrôle et les journaux à sa cause. A chaque marche pacifique il n'hésite pas à procéder à une répression aveugle.

Le 31 décembre 2017, la répression a touché presque toutes les paroisses de Kinshasa.

« Selon l'Église, le 31 décembre... les forces de sécurité ont encerclé au moins 134 paroisses catholiques à Kinshasa et érigé des barrages routiers. Nombre d'habitants... qui portaient de manière visible des croix, des bibles, des chapelets et des rameaux – ont été empêchés Les

¹¹ « Mettons-nous debout, dressons nos fronts encore courbés et prenons le plus bel élan (...) pour bâtir un pays plus beau que celui d'aujourd'hui (cf. L'hymne national congolais). Il est impérieux de nous impliquer nous-mêmes, de prendre notre destin en main, sinon notre avenir sera hypothéqué pour longtemps. Face au tableau sombre que présente aujourd'hui notre pays, la pire des choses est le découragement ! Nous vous le demandons instamment : il ne faut céder ni à la peur ni au fatalisme. Une minorité de concitoyens a décidé de prendre en otage la vie des millions de Congolais. C'est inacceptable ! Nous devons prendre en main notre destin commun. C'est le moment historique d'être « des 'ambassadeurs du Christ' (2 Co 5,20) dans l'espace public, au cœur du monde » et d'« avoir une présence active et courageuse dans le monde de la politique (...) » (Africae Munus, n.128, 131)».

¹² Africae Munus, n°.128, 131.

forces de sécurité ont annoncé à certains d'entre eux qu'il n'y aurait pas de messe ce jour-là et qu'ils devaient rentrer chez eux »¹³.

Ce jour-là, outre les gaz lacrymogènes jetés dans les églises, et plus de huit décès confirmés par la police, « *Human Rights Watch a reçu des informations crédibles ... faisant état d'au moins 20 autres personnes tuées à Kinshasa dont les corps ont été emmenés par les forces de sécurité vers des lieux qui n'ont pu être identifiés. Certains auraient été jetés dans le fleuve Congo »¹⁴.*

Il en sera de même le 21 janvier 2018. « *Au moins sept personnes ont été tuées, ...dont une femme de 24 ans qui aspirait à la vie religieuse, tuée par balles devant son église »¹⁵. Et le 25 février¹⁶ un militant des mouvements citoyens a été abattu à l'entrée de l'église. Son corps a été confisqué et caché. Et le 19 mai le jour de son enterrement le cortège funèbre a été dispersé au gaz lacrymogène.*

En 2017, le bureau des droits de l'homme a fait état de d'une augmentation inquiétante d'assassinats¹⁷. BCNUDH a documenté 6.497 violations des droits de l'homme en RDC. Et selon ce rapport cette augmentation s'explique notamment par le grand nombre de violations liées à la restriction de l'espace démocratique.

Conclusion.

Le peuple congolais s'est approprié chacun de sa façon ce message. En premier la société civile et les mouvements citoyens se sont exprimés après une réunion à Chantilly en France sur la nécessité d'une transition en 2018 sans Kabila comme président de la république. Car selon ce groupe, si les évêques n'ont pas pu changer la donne, il serait naïf de continuer à compter sur Joseph Kabila pour ouvrir le pays à la démocratie.

¹³ <https://www.hrw.org/fr/news/2018/01/20/rd-congo-les-forces-de-securite-ont-tire-sur-des-fideles-catholiques>

¹⁴ idem

¹⁵ Ibidem

¹⁶ Rossy Mukendi Tshimanga... est le martyr emblématique de la répression barbare du dimanche 25 février 2018 à Kinshasa. Il a été tué par balles, tirées par la police, alors qu'il essayait de fermer le portail de la paroisse Saint-Benoît de Lemba pour protéger les paroissiens qui manifestaient pour le départ du président hors-mandat Joseph Kabila, et qui étaient pourchassés par les forces de sécurité. (<http://desc-wondo.org/fr/rossy-mukendi-intellectuel-martyr-25-fevrier-2018-b-musavuli/>)

¹⁷ "United Nations human rights office in Congo *reported* that some 1,176 people were extrajudicially executed by Congolese "state agents" in 2017"HRW, 20 janvier 2017.

Le comité laïc de coordination s'est réveillé et a commencé à mobiliser les chrétiens pour des marches pacifiques exigeant l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre. Ces manifestations seront réprimées dans le sang.

La commission Justice et Paix s'est concentrée sur le monitoring de la mise en place des différentes phases des élections. Et le conseil de l'Apostolat des laïcs a décidé de faire une campagne pour le refus d'un troisième mandat de Joseph Kabila etc.

Le deuxième semestre de 2018 s'annonce donc mouvementé. La libération de Jean Pierre Bemba de la Haye et la perspective de son retour en RDC viendront sans doute rendre la vie politique électrique.

Les acteurs, qu'ils soient de la majorité au pouvoir, de l'opposition comme de la société civile, sont sur le pied de guerre. Les élections sont prévues pour le 23 décembre 2018. La CENCO les souhaite de tous ses vœux même si l'horizon vers elles est couvert d'un épais nuage sombre.

Rigobert Minani s.j

Doctorant à la faculté des sciences sociales, et économiques (FASSE) de l'Institut Catholique de Paris (ICP) et Chercheur au Centre d'études pour l'Action sociale de Kinshasa.